

Le vote pour l'extrême-droite en Loire Atlantique

Rappelons d'abord que les scores qu'ont réalisés les différents partis composant l'extrême-droite n'ont permis, dans un large rectangle constituant le grand-ouest, de la Manche à la Vienne, et à la Vendée, en passant par la Sarthe et les Deux Sèvres, d'élire aucun député lors des législatives de juillet 2024.

Cela confirme la résistance des populations de ce grand-ouest aux idées diffusées par ces partis. On ne peut que s'en réjouir.

En effet, ces partis n'ont en rien abandonné les thèses identitaires qui fondent leur démarche, même s'ils prétendent prendre en compte les aspirations sociales des classes moyennes, concernant notamment les salaires et la solution apportée aux difficultés de la vie.

S'il fallait d'autres preuves de son vrai visage, c'est la tête de liste du Rassemblement National, qui devient le représentant des « patriotes », l'alliance des partis européens d'extrême-droite, prêts à aller la main dans la main avec tous les dictateurs de la planète.

C'est aussi le programme pour l'école : avec le « rétablissement de l'autorité », la répression est un peu la solution à tout. Et on rejette les élèves les plus faibles, première mesure conduisant à la remise en cause de la démocratisation de l'enseignement mise en œuvre progressivement depuis 50 ans.

Ce sont les quelques dizaines de candidats aux dernières élections que le Rassemblement National a écartés, pour cause d'actes ou de propos racistes, condamnables.

« Malgré le changement de façade, le Rassemblement National reste bien l'héritier de Front National, fondé en 1972 par des nostalgiques du gouvernement de Vichy et de l'Algérie française. Il en a repris le programme, les obsessions et le personnel. Il s'inscrit ainsi dans l'histoire de l'extrême-droite française, façonnée par le nationalisme xénophobe et raciste, par l'antisémitisme, la violence et le mépris à l'égard de la démocratie parlementaire. Ne soyons pas dupes... »

Ce parti, comme les autres partis de l'extrême-droite, en France, ne représente pas la droite conservatrice ou nationale, mais la plus grande menace pour la République et la démocratie. La « préférence nationale », rebaptisée « priorité nationale » reste le cœur idéologique de son projet. Elle est contraire aux valeurs républicaines d'égalité et de fraternité » (Le Monde, 3 juillet 2024).

La « petite musique » de l'extrême-droite a concerné davantage les territoires ruraux, éloignés des « commodités » que l'on attribue souvent aux villes et aux zones urbaines.

Ainsi, en Loire Atlantique, lors du 2^e tour des élections législatives, 37 communes, sur 114, ont placé l'extrême droite en tête des suffrages.

Parmi elles, 26 appartiennent à la 6^e circonscription (Nord et Est du département). Le Front Républicain a réussi à contrarier les chances d'élection du candidat de l'Extrême droite, dans le pays de Retz.

Les raisons de ce vote

Doubler, tripler, ou plus, le nombre de voix obtenu en milieu urbain ou suburbain par l'extrême-droite mérite qu'on s'interroge sur le résultat du vote dans les campagnes.

Dans une société française qui se « droitise », les milieux ruraux se sentent abandonnés, dit-on : l'éloignement, le fort sentiment d'insécurité, la peur, la détérioration et l'absence des services publics et des services de santé, la fermeture des commerces de proximité. Cela

fait beaucoup, avec en plus la perte d'influence de la religion. On y ajoute le malaise du petit salariat et des retraités (pouvoir d'achat), à l'origine du mouvement des « gilets jaunes », malaise persistant depuis plusieurs années. On a trouvé et fabriqué un leader à l'extrême-droite (au printemps 2024, 40 % des 18-30 ans se « reconnaissent » en BARDELLA).

Comment l'Extrême-droite a gagné les esprits ?

On a voulu opposer « la France des tours et la France des bourgs ».

Or les différences entre l'urbain et le rural sont « avant tout un effet de composition sociale et non de distinction spatiale ». Et « la ségrégation résidentielle et scolaire est choisie par les plus aisés, subie par les autres ».

Depuis quelques années, on assiste à une exposition croissante des populations aux chaînes télévisuelles et aux radios de débats en continu. Et la violence vue à la télévision a connu un précipité durant les émeutes urbaines de l'été 2023. Elles ont précédé l'extrême médiatisation – et la manipulation- de faits divers impliquant souvent de jeunes victimes, et facilité l'expression de tous les propos xénophobes possibles.

De plus, l'Extrême-droite utilisait habilement les réseaux sociaux dont l'impact sur les populations est loin d'être marginal. « Les plates-formes des réseaux sont une arme politique de destruction massive »(D. LACERDA, le Monde) : l'Extrême-droite y a construit son discours.

Ainsi, elle est parvenue à faire du coût de l'immigration un de ses moteurs électoraux. C'est pourtant une fausse idée, puisque l'impact de l'immigration est neutre en matière de finances publiques, et que les immigrés souffrent de discrimination dans l'accès au logement social, d'après toutes les études réalisées. (le Monde 4 Juillet 2024).

Crise sociale, montée du racisme, délégitimation du pouvoir en place : en deux ans, l'extrême-droite a percé de façon brutale, aidée en cela par certains intellectuels médiatisés, n'hésitant pas à trahir leur passé et les idées qu'ils ont jusqu'alors défendues.

Du sentiment d'abandon, de la colère contre l'injustice et de la difficulté à vivre dignement, l'extrême-droite fait son miel. Prétextant représenter les plus fragiles, elle sait user de démagogie et de populisme pour convaincre.

« Ne pas tourner le dos à notre histoire »

Début juillet 2024, un collectif d'un millier d'historiens lance un appel à « ne pas se résigner à une nouvelle défaite, celle des valeurs, qui depuis 1789, fondent le pacte politique français ».

L'appel sera entendu puisqu'à l'occasion des législatives, le Front Républicain, bien appliqué, privera l'extrême-droite de la victoire qu'elle attendait et d'un rôle prééminent au parlement.

« Jusqu'à ce jour, l'extrême-droite n'est arrivé au pouvoir en France, que dans la tourmente d'une défaite militaire et d'une occupation étrangère, en 1940 ».

Mais le danger est toujours là.

Inutile de recourir à un passé lointain pour prendre conscience de la menace. Il suffit de voir ce que fait l'extrême droite en Hongrie, avec le gouvernement de Victor ORBAN, adulé par l'extrême droite française.

Sur le terrain

Des contacts avec les populations rurales de l'Ouest de la France, passés ou actuels, on peut facilement s'accorder sur le fait que ni la haine, ni le racisme ne caractérise la culture des « petites gens de la campagne ». Du reste on peut se remémorer l'action forte et

exemplaire des populations rurales dans les réseaux de Résistance lors de la seconde guerre mondiale, en Loire Atlantique.

Par contre, on est livré au pilonnage des émissions télé et radio qui tournent en boucle, du matin au soir. « Le bourrage de crâne, chez des gens qui ont peu de contact avec l'extérieur, fait son effet, dit un élu dans le Monde du 22 juillet 2024 : on leur dit ce qu'il faut qu'ils pensent et qu'ils votent ». Tel autre élu parle de « rage et d'envie de renverser la table ».

« Beaucoup trop de médias ont attisé le feu des intolérances, par goût du spectaculaire ou pour des raisons idéologiques » (Alain CHOURAQUI, le Monde 24/07/2024).

« La montée de l'extrême-droite, voilà des années que les maires ruraux la subissent et tentent de l'endiguer » écrit encore le Monde.

Conscients que leur action n'est pas en cause dans ce vote national, les élus de terrain n'en accusent pas moins le coup, eux qui veulent « des repères et des remparts républicains ». Mais les élus locaux, maires et conseillers, ont besoin d'aide. C'est ce qu'ils ont demandé il y a un an après la démission de maire de St Brévin. Aide de l'État, et des autres collectivités, la Région, le Département, pour agir auprès de ceux qui se sentent abandonnés, délaissés. Il est grand temps de mettre fin au détricotage du tissu de la société en matière de santé, de sécurité et parfois d'éducation.

Les grandes crises sociales de ces dernières années ont aussi laissé des traces : la réforme des retraites, la crise agricole, et les « gilets jaunes ». À ce propos, des maires sont amers quant au sort réservé par le pouvoir aux milliers de cahiers de doléances rédigés...il y a cinq ans et restés sans suite.

Par le passé, en 1950 et 1960, le monde rural a su mettre en œuvre une maïeutique qui l'a aidé à valoriser ce qu'il porte en lui : ainsi des centaines de jeunes ruraux se sont formés, dont deux ou trois générations en Loire Atlantique. Mais la ruralité n'intéresse plus le monde élitiste de la « grande culture ». On pourrait donner suite à l'ambition de « culture populaire » affichée par la ministre au printemps dernier. Ce serait faire œuvre utile...

Appel à tous les acteurs de la communauté éducative, à tous les militants de l'École (enseignants, éducateurs, parents d'élèves, amicalistes,)

Aux élections européennes de juin 2024, l'Extrême-droite a recueilli en France près de 40 % des voix.

Aux législatives qui ont suivi, le mouvement exceptionnel, initié par le Front républicain, a permis de contenir l'avancée de l'extrême-droite.

Mais beaucoup pensent que c'est un répit, pour elle, et cette épée de Damoclès pèse au-dessus de nos têtes.

En tant que Républicains, on ne peut se permettre d'installer un jour l'Extrême-droite au pouvoir.

Pour éviter cette situation, c'est à chacun(e) d'agir, en permanence. Les élus républicains le font déjà chaque jour. Mais c'est à chaque citoyen(ne) de relayer le message.

Non, l'Extrême-droite n'est pas un parti comme les autres.

Les arguments, nous venons de les exposer. À nous de les diffuser.

Alors qu'en zone rurale, le vote pour l'Extrême-droite restait un secret jusqu'à ces dernières années, on nous dit qu'aujourd'hui, les citoyens mettant dans l'urne un bulletin pour l'Extrême-droite ne s'en cachent plus. Il est donc facile d'apporter un contre discours aux idées qu'elle défend.

Saisir toute occasion pour discuter, en famille, dans la rue, au stade, au bistrot, au travail, dans notre association ou notre club. Refuser la confusion proposée par certains médias, le groupe BOLLORÉ en tête, dans leur course d'influence avec les « réseaux sociaux » !

Argument ultime à utiliser : l'Extrême-droite, qui a des représentants au Parlement, certes, est-elle capable d'établir des liens avec la société, d'organiser le dialogue, avec les corps intermédiaires, les partenaires sociaux (syndicats), le secteur associatif, les collectivités locales, où elle ne dispose qu'un pourcentage infime d'élus ? Chacun peut voir qu'à cette interrogation, on ne répond que par la négative. Alors, mieux vaut choisir un vote utile...

Nous sommes bien placés par exemple, en tant que défenseurs de l'École, pour parler de l'égalité que nous revendiquons, alors que ces dernières années, le gouvernement favorise le séparatisme et que l'Extrême-droite prône, dans ses projets, la ségrégation scolaire et sociale.